



## **COMPTE-RENDU CONSEIL COMMUNAUTAIRE** **DU MERCREDI 11 FEVRIER 2015**

### **MEMBRES PRESENTS :**

AGNIN	M. MONTEYREMARD
ANJOU	M. ROZIER
ASSIEU	M. MONNET
AUBERIVES SUR VAREZE	Mme BERNARD
BOUGE CHAMBALUD	Mme FAYOLLE
CHANAS	M. GUERRY
CLONAS SUR VAREZE	M. VIALLATTE
LE PEAGE DE ROUSSILLON	Mme LHERMET, MM SENER, GABET
LES ROCHES DE CONDRIEU	Mme DUGUA
ROUSSILLON	M. DURANTON, Mmes VINCENT, LAMBERT,
	MM CAYOT, CANARIO, BEDIAT
SABLONS	Mme DI BIN
ST ALBAN DU RHONE	M. CHAMBON
ST CLAIR DU RHONE	M. MERLIN, Mme GUILLON, M. PONCIN
ST MAURICE L'EXIL	M. GENTY, Mmes CHARBIN, CHOUCANE,
	MM CHARVET, MONDANGE
ST PRIM	M. GERIN
ST ROMAIN DE SURIEU	M. MOUCHIROUD
SALAISE SUR SANNE	Mme MEDINA, M. VIAL
SONNAY	M. LHERMET
VERNIOZ	M. TRAYNARD
VILLE SOUS ANJOU	Mme PELLAT

**EXCUSES AVEC POUVOIR** : Mme COULAUD à M. GUERRY, M. GIRARD à M. CHARVET, M. SPITTERS à Mme LHERMET, Mme LAMY à M. SENER, Mme KREKDJIAN à Mme LAMBERT, Mme GIRAUD à M. VIAL.

**EXCUSES** : Mme MASSON, MM BONNETON, LEMAY, PERROTIN.

Monsieur Christian MONTEYREMARD a été élu secrétaire de séance.

Francis Charvet ouvre la séance du conseil communautaire et demande si des observations sont formulées sur le compte-rendu de la séance du 17 décembre dernier.

- Patrick Bédiaat considère que le compte-rendu de son intervention sur la motion du Center Parc n'est pas conforme à ses propos. Il est écrit dans le compte-rendu du 17 décembre : « Patrick Bédiaat expose qu'il aurait pu voter une motion en faveur du Center Parc mais le texte proposé met en accusation des militants écologistes qui ne sont pas tous violents ; il ne peut pas voter cette motion ». Cette phrase est remplacée par « Patrick Bédiaat expose notamment qu'il aurait pu participer à un débat et un vote sur l'utilité ou non du Center Parc mais le texte proposé met en accusation des militants écologistes qui ne sont pas tous violents ; il ne peut pas voter cette motion ».

- Patrick Bédiaat note qu'un compte-rendu n'est définitif qu'après son approbation par le conseil communautaire ; il serait de ce fait souhaitable qu'il n'y ait pas de diffusion publique avant cet accord. Francis Charvet répond qu'il importe que les comptes rendus ne soient pas diffusés trop tardivement et que les corrections demandées sont inscrites dans le compte-rendu de la séance suivante.

Francis Charvet aborde ensuite l'ordre du jour du conseil communautaire.

### **1/ Débat d'orientations budgétaires 2015.**

- Robert Duranton introduit le débat d'orientations budgétaires (DOB) 2015 en rappelant qu'il s'appuie sur le réalisé de l'exercice 2014 et les premiers échanges de la commission des Finances lors de sa réunion du 6 février dernier.

- Le réalisé 2014 dégage un excédent de fonctionnement de 2 351 196,04 € pour un déficit d'investissement de 1 772 047,11 € (en intégrant les restes à réaliser 2014) ce qui établit un excédent global de 579 148,93 €. Aucun emprunt n'a été engagé en 2015 du fait du report ou de l'abandon de plusieurs programmes d'investissement.

- Les orientations budgétaires 2015 sont établies à partir des programmes actuellement identifiés et du maintien des taux d'imposition 2014.

- Serge Rault détaille les principaux éléments du DOB 2015 à partir du document joint au présent compte-rendu :

\* Le BP 2015 de fonctionnement se situe en baisse par rapport à 2014 :

- Diminution des recettes de fonctionnement liées à la baisse des dotations de l'Etat et à une progression limitée des bases d'imposition fiscales.
- Dépenses réelles de fonctionnement en baisse par rapport au BP 2014 mais au niveau du réalisé 2014 avec une poursuite du retrait de l'enveloppe de la DSC.
- Autofinancement pour l'investissement en léger retrait par rapport à 2014.

\* Les recettes d'investissement 2014 transférées sur 2015 (7 383 123,36 €) couvrent les dépenses d'investissement 2014 reportées sur 2015 (6 803 974,43 €).

\* Les 1<sup>ères</sup> orientations d'investissement 2015 aboutissent à un total de 13 772 000 € avec 2 postes dominants : voirie / réseaux pluvial / ouvrages d'art (46,50 %), économie (27,11 %).

\* Le cadre budgétaire de l'exercice 2015 reste satisfaisant avec un autofinancement correct ; la situation devrait être plus délicate dans les prochaines années.

\* Des investissements d'importance notamment les travaux à réaliser sur la RN7 dans la traversée des zones commerciales du sud de l'agglomération se trouvent reportés, pour des raisons d'études ou administratives, à l'échéance 2017-2018. De ce fait, il importe de conserver des disponibilités financières qui devront être mobilisées à cette période.

- Plusieurs interventions sont faites à l'issue de cette présentation.

- En réponse à des interrogations de Denis Chambon, il est précisé que le réalisé inférieur au prévisionnel 2014 des chapitres 011 et 65 a plusieurs motifs : actualisation des prix de plusieurs marchés déchets ménagers inférieure aux estimations ; décalage de l'engagement de la CCPR dans le dispositif du PLIE...

Il est également relevé que les attributions de crédits sur chaque compte seront individualisées plus finement d'ici au vote du BP 2015. Les écritures prévisionnelles sont établies avec une certaine prudence que ce soit pour les dépenses ou les recettes.

- Denis Chambon constate également que les nouvelles règles de la fiscalité des entreprises sont moins favorables pour la CCPR que par le passé.

- Des questions sont posées sur les travaux à engager sur la ViaRhôna ; les racines des arbres soulèvent les enrobés sur des tronçons de plus en plus longs. Philippe Genty évoque la possibilité technique d'un revêtement différent de l'enrobé. Francis Charvet constate des erreurs de conception initiale, remarque que l'état actuel soulève des questions de sécurité. La CNR, maître d'œuvre initial de ce projet, sera sollicitée pour apporter son aide technique et financière.

- En réponse à une interrogation de Claude Lhermet, Francis Charvet précise qu'il n'y a pas eu à ce jour d'avancée sur l'acquisition des terrains Gaubert.

- Gilles Vial soulève la question de la stabilité des avancées de toiture du gymnase Pierre Quinon, qui avaient souffert lors de précédentes tempêtes. Les travaux d'entretien effectués paraissent avoir réglé cette difficulté.

- Francis Charvet note l'intérêt de mener une réflexion sur la rénovation des installations extérieures d'athlétisme du gymnase Frédéric Mistral. La piste synthétique est en mauvais état du fait des matériaux en provenance du terrain central qui s'y sont accumulés. Des choix de conception devront être faits : pelouse, synthétique ; l'aménagement de terrains attenants peut également apporter des réponses intéressantes. L'étude proposée au DOB devrait permettre d'avoir une vision claire des travaux à engager.

- Plusieurs interventions ont pour objet le lancement d'une étude pour la création d'une déchetterie dédiée aux professionnels. Francis Charvet rappelle les difficultés rencontrées pour trouver un site d'accueil ; un emplacement sur la ZIP avait été envisagé mais cette piste n'a pas abouti.

Patrick Bédiaat note que c'est une bonne idée d'avoir une déchetterie spécifique pour les professionnels. Les déchetteries de la CCPR rencontrent aujourd'hui de fortes difficultés liées aux volumes déposés par les entreprises du pays roussillonnais mais aussi des territoires extérieurs. Il serait souhaitable qu'une réglementation plus stricte soit appliquée vis-à-vis des professionnels qui déposent des volumes très importants ; la facturation de ce type de dépôt doit également être abordée.

Robert Duranton exprime ses craintes sur la multiplication des dépôts sauvages. Jean-Pierre Gabet constate que ces dépôts existent déjà à proximité de la déchetterie du Péage de Roussillon et des champs de captage des eaux.

- Francis Charvet rappelle que la réalisation de l'aire de grand passage est actuellement suspendue dans l'attente du choix d'un nouveau terrain par la commune de Roussillon. Il pense qu'il serait souhaitable d'avancer sur la 4<sup>ème</sup> aire d'accueil des gens du voyage située sur la commune du Péage de Roussillon le long de l'autoroute A7, afin de se conformer aux exigences du schéma départemental d'accueil des gens du voyage.

- En réponse à une question de Patrick Bédiaat sur le projet d'achat d'une maison rue de la gare, il est précisé que ces locaux actuellement loués par la CCPR accueillent des permanences de Trait d'Union. Cette acquisition permettrait également, en cas d'accord des propriétaires, d'engager des travaux intérieurs offrant d'autres possibilités d'utilisation.

- Suite à une question de Denis Chambon, il est précisé que le projet d'intervention sur les mares n'a pas enregistré d'avancée significative.

- Patrick Bédiaat interroge sur le développement de la réflexion en matière de pistes cyclables notamment pour l'accès à la ViaRhôna. Francis Charvet relève que la question des pistes cyclables est intégrée lors des nouveaux aménagements routiers mais il faudra tenir compte des limites budgétaires pour l'établissement d'un véritable réseau des pistes cyclables.

- André Mondange aborde les capacités d'emprunts de la CCPR et relève l'intérêt d'avoir des éléments de comparaison avec d'autres territoires. Patrick Bédiaat note également l'importance d'avoir une prospective financière à l'échelle 2017-2018 afin de pouvoir affiner les choix futurs.

Il est rappelé l'importance de conserver un autofinancement suffisant afin de pouvoir financer notamment les échéances des emprunts qui devront être lancés lors de l'engagement des gros programmes d'investissement. La projection financière établie mi 2014 sur la période 2014-2018 retenait un montant annuel d'emprunt de 5 M € pour équilibrer les investissements envisagés, un chiffre qui apparaît comme un maximum et qu'il serait souhaitable de réduire au vu de la conjoncture actuelle. Une actualisation de ces données pourrait être effectuée.

- Patrick Bédiaat considère que les voiries de l'agglomération roussillonnaise ne sont pas toujours dans un très bon état et craint que l'enveloppe de 1,5 M € ne soit pas suffisante. Francis Charvet pense que les voiries de la CCPR ne sont pas dans un si mauvais état.

- A l'issue de ces différentes interventions, Francis Charvet clôt le débat d'orientations budgétaires 2015.

## **2/ Bureau communautaire : élection des membres du bureau.**

- Francis Charvet expose que l'article 6 des statuts de la CCPR précise que le conseil communautaire élit parmi ses membres un bureau composé du Président, de vice-présidents, d'un secrétaire et de plusieurs membres.

- Le Bureau communautaire se compose actuellement des membres suivants :

▪ Président	Francis Charvet
▪ 1 <sup>er</sup> Vice-Président	Gilles Vial
▪ 2 <sup>nd</sup> Vice-Président	Robert Duranton
▪ 3 <sup>ème</sup> Vice-Président	Stéphane Spitters
▪ 4 <sup>ème</sup> Vice-Président	Vincent Poncin
▪ 5 <sup>ème</sup> Vice-Président	Philippe Genty
▪ 6 <sup>ème</sup> Vice-Présidente	Isabelle Dugua
▪ 7 <sup>ème</sup> Vice-Président	Didier Gerin
▪ 8 <sup>ème</sup> Vice-Présidente	Roberte Di Bin
▪ 9 <sup>ème</sup> Vice-Président	Jean-Louis Guerry
▪ 10 <sup>ème</sup> Vice-Président	Luc Satre
▪ 11 <sup>ème</sup> Vice-Président	Gilles Bonneton
▪ 12 <sup>ème</sup> Vice-Présidente	Marie-Hélène Vincent
▪ 13 <sup>ème</sup> Vice-Président	Jean-Paul Cayot
▪ 14 <sup>ème</sup> Vice-Président	Hasan Sener
▪ Secrétaire	Christian Monteyremard
▪ Membres du Bureau	Denis Rozier, Louis Monnet, Nicole Bernard, Régis Vialatte, Denis Chambon, Claude Lhermet

- 4 communes de la CCPR ne sont actuellement pas représentées au sein de cette instance. Dans sa réunion du 14 janvier dernier, le Bureau a proposé que les 4 communes non représentées (Bougé Chambalud, La Chapelle de Surieu, Saint Romain de Surieu, Vernioz) puissent intégrer le Bureau.

Le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur cette proposition.

- Le conseil communautaire approuve cette proposition. Le résultat du vote à bulletins secrets donne les résultats suivants :

- Votants : 40
- Bulletins nuls : 1
- Claudette Fayolle : 39 voix
- Gabriel Girard : 37 voix
- Robert Mouchiroud : 35 voix
- Marc Traynard : 39 voix

Claudette Fayolle, Gabriel Girard, Robert Mouchiroud, Marx Traynard sont élus membres du bureau.

## **3/ Logement.**

### **3.1/ Pôle orientation hébergement insertion de l'Isère Rhodanienne.**

- Hasan Sener expose que l'Etat souhaite installer au niveau de l'Isère Rhodanienne une instance de politique locale ayant pour objet l'hébergement des personnes défavorisées en Isère (hors demandes d'asile et d'urgence). L'instance de politique locale est copilotée par l'Etat, le Conseil Général, la CCPR, ViennAgglo. Elle rassemble des représentants des acteurs locaux de l'hébergement et du logement, des associations caritatives. Elle a pour mission de conduire le dispositif d'hébergement d'insertion et du logement adapté sur son territoire.

Le pôle orientation hébergement insertion (POHI) est un dispositif de gestion ; c'est le guichet unique de centralisation de l'offre et de la demande d'hébergement d'insertion et de logement adapté ; c'est aussi un dispositif de veille, d'alerte, d'évaluation. La mise en œuvre du POHI est confiée au CCAS de Vienne qui met à disposition l'équivalent de 0,50 ETP. Le fonctionnement du POHI repose sur une commission partenariale qui prend les décisions d'orientation.

Le budget prévisionnel 2015 est fixé à 21 375 € sur la base d'un contingent estimé de 114 places et 160 demandes (clause de revoyure prévue pour faire le point sur les moyens affectés au CCAS de Vienne). Le financement de la dépense est tripartite : Etat, Conseil Général, EPCI. La répartition entre les 2 EPCI se fait sur la base 60 % ViennAgglo / 40 % CCPR. La participation CCPR s'établit à 2 850 €.

La convention prend effet au 1<sup>er</sup> mars 2015, se renouvelle tacitement chaque année. Le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur la signature de cette convention.

- Jean-Claude Canario demande des précisions sur l'implantation des places proposées et note que l'hébergement d'urgence n'est pas abordé ; il évoque à ce sujet la situation des femmes battues.

- Patrick Bédiaat relève que ce dispositif s'inscrit dans la loi. Il fonctionne dans le cadre contraint du nombre de places existantes ; on ne se trouve pas dans un système évolutif. Il faudrait faire un diagnostic sur le territoire à partir des besoins.

- André Mondange évoque le fait que la situation des femmes battues est prévue dans le dispositif des logements d'urgence. Il faut faire appliquer le principe qui prévoit que c'est au conjoint de la femme battue de quitter le domicile.

- Robert Duranton note que les places identifiées se trouvent dans des logements réservés avec une mutualisation partagée avec ViennAgglo. Francis Charvet relève que le dispositif permet principalement une meilleure orientation des personnes et que les besoins sont surement supérieurs aux places réservées. Jean-Claude Canario constate que les places sont toutes occupées.

- A l'issue de ces interventions, le conseil communautaire unanime approuve la signature de la convention portant sur le pôle orientation hébergement insertion de l'Isère Rhodanienne.

### 3.2/ Aides financières de la CCPR.

- Hasan Sener expose que l'action 4 du PLH « aider la production de locatifs publics réellement abordables réalisés en PLUS et PLAI » prévoit les modalités d'attribution des participations financières de la CCPR : 3 000 € par logement PLUS et 4 000 € par logement PLAI.

- Le conseil communautaire unanime décide l'attribution d'une aide financière de 19 000 € à Habitat Dauphinois pour l'opération « Joli Clos » de 6 maisons individuelles mitoyennes à Saint Romain de Surieu (5 PLUS - 1 PLAI).

### 3.3/ Construction ou réhabilitation logements sociaux : garanties d'emprunts.

- Hasan Sener expose que le conseil communautaire s'est engagé dans une démarche d'attribution de garanties d'emprunts pour des opérations de construction, acquisition ou amélioration de logements sociaux présentant un intérêt pour le territoire communautaire. Les modalités retenues pour l'attribution de cette garantie sont en règle générale les suivantes : 30 % département Isère, 35 % CCPR, 35 % commune d'implantation.

Le conseil communautaire est appelé à apporter sa garantie à une opération de 34 logements collectifs réalisée par OPAC 38 (village mosaïque) sur la commune de Saint Maurice l'Exil. La garantie de la CCPR serait accordée à hauteur de 35 % pour les prêts suivants :

• PLUS :	1 985 024 €	40 ans
• PLUS Foncier :	651 499 €	50 ans
• PLAI :	806 841 €	40 ans
• PLAI Foncier :	214 216 €	50 ans

- Philippe Genty précise que le conseil municipal de Saint Maurice l'Exil a accepté l'attribution de la garantie incombant à la commune.

- En réponse à une question de Jean-Paul Cayot, Isabelle Dugua expose que les garanties d'emprunts accordées par les collectivités sont identifiées dans les annexes financières des budgets.

- Robert Duranton demande si des limites sont fixées dans l'attribution des garanties d'emprunts et évoque la possibilité pour un organisme de logements sociaux de ne plus percevoir de loyers. Francis Charvet répond qu'aucune limite dans l'attribution des garanties d'emprunts n'a été fixée à ce jour ; l'éventualité de non perception de loyers apparaît peu probable. Patrick Bédiaat constate que sans garantie d'emprunts, il n'y aura pas de construction de logements sociaux.

- Claude Lhermet remarque qu'il y a quand même un risque financier qu'il faudrait limiter à un montant de garantie.

- Jean-Pierre Gabet confirme que cette question soulève de réelles interrogations. Il évoque une demande de garantie qui avait été adressée par l'EHPAD Bellefontaine à la commune du Péage de Roussillon ; en l'absence de garantie, l'opération ne se serait pas réalisée.
- Christian Monteyremard relève que les banques prennent en compte le niveau des garanties d'emprunts de leurs clients lorsqu'elles sont appelées à délivrer des prêts.
- A l'issue de ce débat, le conseil communautaire unanime accorde les garanties d'emprunts demandées.

#### **4/ Subventions.**

##### **4.1/ UMIJ.**

Hasan Sener expose que l'Union Mutualiste pour l'Insertion des Jeunes en Isère assume pour le compte de la CCPR des missions d'hébergement temporaire et d'accompagnement socio-éducatif pour des jeunes de moins de 30 ans en résidence sociale foyer de jeunes travailleurs et pour tout public dans le cadre du dispositif d'hébergement temporaire et urgence de la CCPR. La subvention 2013 se décomposait en une subvention « classique » de 55 000 € et une subvention d'équilibre de 25 000 €. La demande 2014 s'établit à 85 349 €.

3 acomptes sur subvention d'un montant total de 55 000 € ont été versés à l'UMIJ en 2014. La commission logement avait été mandatée pour examiner la suite à donner au versement du solde de la demande de subvention. La commission, dans une position suivie par le Bureau, propose le vote d'un solde sur subvention de 10 000 € au vu du niveau d'accompagnement social mis en place.

Le conseil communautaire unanime approuve le vote de la subvention de 10 000 €.

##### **4.2/ Foire aux Savoir-faire de Bougé Chambalud.**

- Roberte Di Bin expose que l'association des artisans et commerçants de Bougé Chambalud organise depuis plusieurs années une foire aux savoir-faire qui connaît un succès croissant. Cette manifestation est intégrée dans la stratégie de redynamisation commerciale du pays roussillonnais. Le Bureau relève l'intérêt de cette manifestation et propose au conseil communautaire le vote de la subvention demandée de 8 115 €.

- Philippe Genty précise que Rhône Pluriel a reconnu l'intérêt de cette manifestation et proposera au Conseil Régional l'attribution d'une subvention de 6 685 €.

- Roberte Di Bin précise qu'un stand de la CCPR animé par l'équipe environnement sera intégré dans la manifestation ; elle invite les élus à se rendre sur ce stand afin de présenter les activités communautaires.

- Didier Gerin confirme l'intérêt d'une présence de la CCPR dans les manifestations qu'elle soutient.

Le conseil communautaire unanime approuve le vote de la subvention de 8 115 €.

##### **4.3/ PLEA.**

- Isabelle Dugua expose que Travail et Culture a présenté une demande de subvention de 27 300 €. Le Bureau propose le vote d'un acompte de 15 000 € ; une convention d'objectifs et de financement sera établie avant de présenter au conseil le vote du solde de la subvention.

Isabelle Dugua précise que la présentation de la demande de subvention, reposant sur un second poste de médiation affecté au plan local d'éducation artistique (PLEA), est incorrecte. Le PLEA ne doit pas dépendre de TEC mais de la CCPR ; il ne s'agit pas de demander à TEC de le faire à la place de la CCPR. Le parcours expérimental est terminé. On s'oriente vers un PLEA ; le rôle des acteurs du territoire pourra être revu dans un environnement différent.

Elle précise que la commission culture a demandé des informations, des précisions à TEC ; les réponses apportées n'ont pas été suffisamment satisfaisantes d'où la proposition de voter un acompte sur subvention et d'établir une convention d'objectifs avant d'aller plus loin.

- Francis Charvet confirme que cette subvention a fait l'objet d'un long débat en bureau et qu'il importe de bien déterminer le rôle de chacun.

- Robert Duranton expose que le personnel concerné étant rémunéré par l'établissement public culturel communal, la subvention demandée à la CCPR n'est pas légale.

- André Mondange ne comprend pas ce débat. La subvention demandée n'est qu'une continuité de ce qui a été réalisé en 2012 et 2013. Elle permet de continuer une action menée par TEC, importante pour

les écoles, très largement soutenue. Les autres structures partenaires du dispositif du PLEA sont très attachées à la présence de TEC.

- Isabelle Dugua répond qu'il ne s'agit pas de remettre en cause TEC. On n'est plus dans le parcours expérimental ; le PLEA n'est pas sa continuité. La qualité de la médiation de TEC est reconnue mais la présentation de la demande de subvention est maladroite. La CCPR n'est pas là pour payer des postes de salariés de TEC. Les choses doivent être présentées différemment. Des rencontres seront organisées avec TEC ; il y aura des avancées.

- Francis Charvet relève les incertitudes pesant sur les réponses qui seront apportées sur les autres demandes d'aides financières du PLEA.

- Patrick Bédiaï expose qu'il sera intéressant de voir les contours des actions qui seront intégrées dans la convention d'objectifs et demande qu'elle soit présentée au conseil communautaire. Isabelle Dugua confirme qu'elle sera présentée en conseil communautaire. Le PLEA est un « plus » qui va engager la CCPR, l'Etat, la DRAC, le Département, la Région, ... mais le pilotage sera assuré par la CCPR et non TEC.

- André Mondange demande des précisions sur le pilotage du PLEA. Isabelle Dugua rappelle que le PLEA c'est la CCPR. André Mondange estime que c'est de la mauvaise foi et qu'on fait de la sémantique. Le parcours était expérimental et on veut le préserver. Isabelle Dugua répète que le parcours expérimental est terminé. Francis Charvet confirme que le parcours expérimental est terminé et qu'on relance le dispositif sur des actions.

- Robert Duranton reste sur sa position et rappelle que ce n'est pas à la CCPR de financer un poste ; c'est le rôle de contribution des communes.

- Isabelle Dugua précise que cette subvention s'appuiera sur la convention d'objectifs et que l'enveloppe demandée de 15 000 € est justifiée au vu des actions engagées.

Le conseil communautaire, par 31 voix pour, 5 contre, 4 abstentions, approuve la subvention de 15 000 € à l'EPCC TEC.

## **5/ Assainissement.**

Francis Charvet présente les différents points relatifs à l'assainissement.

### **5.1/ Conventions de déversement et traitement des eaux usées.**

Le SIASSAR et le SYMCO ont été dissous par arrêté inter préfectoral du 31 décembre 2014. Les 4 communes de la rive droite du Rhône membres du SIASSAR (Condrieu, Chavanay, Saint Michel sur Rhône, Vérin) ont accepté ce retrait sous réserve que le traitement de leurs effluents soit garanti par convention.

Le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur la conclusion avec chacune des 4 communes d'une convention de déversement et traitement des eaux usées. La convention précise :

- La nature, la qualité, la quantité des effluents autorisés.
- Les modalités de participation financière aux investissements établies sur la base des m<sup>3</sup> injectés dans la STEP.
- Les modalités de participation financière aux frais de fonctionnement établies sur la base d'un prix au m<sup>3</sup> excluant tout profit ou bénéfice pour la CCPR.
- La participation des communes de la rive droite du Rhône au sein d'un conseil d'exploitation sur la base d'un représentant par commune.
- La convention entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ; elle est conclue pour la durée de la vie de l'ouvrage.

Le conseil communautaire unanime approuve les 4 conventions proposées.

### **5.2/ Dégrèvements sur factures.**

Le conseil d'exploitation de la régie assainissement, dans sa réunion du 15 décembre 2014, propose d'accorder divers dégrèvements sur des consommations en assainissement. Le conseil communautaire unanime approuve les propositions de dégrèvements inscrites dans le tableau ci-dessous :

n°	Nom	Régie	n° site	Conso réelle	Motif fuite	Conso moyenne	M³ asst
1	BM	Péage	012.00855	1 322 m³	Chasse d'eau et cptr	333 m³	989 m³
2	GF	Roussillon	010.03591	1 178 m³	Canalisation	260 m³	918 m³
3	AS	Roussillon	010.03805	1 423 m³	Canalisation	?	1 354 m³
4	BM	Péage	012.02251	229 m³	WC	124 m³	50 m³
5	CRN	Péage	012.00571	70 m³	WC	17 m³	27 m³
6	DM	Péage	012.02736	404 m³	Canalisation garage	190 m³	214 m³
7	PJA	Péage	012.02088	159 m³	Groupe sécu chauffe-eau	66 m³	47 m³
8	BAJ	Péage	012.00394	368 m³	Arrosage jardin tuyau	132 m³	236 m³
9	KH	Péage	012.04062Q	635 m³	Joint après compteur	231 m³	404 m³
10	PG	Salaise	014.00368	158 m³	Canalisation	90 m³	68 m³
11	HM	Péage	012.02411	157 m³	Chauffe-eau changé	125 m³	16 m³
11 bis	HM	Péage	012.02411	31 m³	Chauffe-eau changé	26 m³	3 m³
12	BM	Péage	012.00252	335 m³	Déplacement cptr	125 m³	210 m³
12 bis	BM	Péage	012.00252	160 m³	Déplacement cptr	29 m³	131 m³
13	SC	Salaise	014.01813	1 083 m³	Portée cptr endommagée	0 m³	1 083 m³
14	YP	Roussillon	010.01775	373 m³	Sans motif	71 m³	76 m³
15	RA	Chanas	016.00261	919 m³	Canalisation	98 m³	361 m³
16	BP	Péage	012.00072	276 m³	Canalisation	118 m³	0 m³
5 dossiers d'écêtements 12.12.2014				7 712 m³			

### 5.3/ Assainissement quartier Parassat à Auberives sur Varèze.

- La mise en œuvre du projet d'assainissement du quartier Parassat à Auberives implique la réalisation de travaux d'électrification du poste de refoulement des eaux usées. Le SEDI, en tant que maître d'ouvrage, a étudié la faisabilité de cette opération d'extension du réseau basse tension d'un coût estimatif de 11 191 € TTC.

Le conseil communautaire unanime prend acte de ce projet et s'engage sur une participation de la CCPR d'un montant de 1 776 €.

### 5.4/ Acquisition de parcelles.

- Le conseil communautaire unanime décide l'acquisition des parcelles ZB 76 (61 m²), ZB 77 (164 m²), ZB 78 (176 m²), ZB 79 (9 m²), propriété de la CNR, situées dans l'enceinte de la station de compostage, les Grandes Oves à Salaise.

- Cette transaction, portant sur une surface totale de 410 m², est établie sur la base de 3,50 € / m² conforme à l'avis de France Domaine ce qui fixe un montant de 1 435 €

### 5.5/ Finances : reprise du SYMCO.

Le SYMCO a été dissous au 31 décembre 2014 à la suite de la dissolution du SIASSAR.

Le conseil communautaire unanime décide d'affecter le SYMCO au budget assainissement de la CCPR ; en l'absence de délibération il serait affecté au budget général. Le suivi comptable de la station de compostage sera individualisé par un code service spécifique afin de tenir une comptabilité analytique.

## 6/ Charte forestière de Bas Dauphiné et Bonnevaux.

Francis Charvet présente les différents points ayant trait à la charte forestière de Bas Dauphiné et Bonnevaux.

La charte forestière de Bas Dauphiné et Bonnevaux associe plusieurs EPCI : ViennAgglo, les communautés de communes de Bièvre Isère, de la région St Jeannaise, du territoire de Beaurepaire, du Pays Roussillonnais. Tout le territoire forestier de la CCPR est intégré dans cette charte à l'exception de la forêt de l'Ile de la Platière qui repose sur le dispositif des réserves naturelles. Toutes les fonctions principales de la forêt ont été prises en compte.

Cette coopération inter EPCI s'effectue par voie conventionnelle entre les EPCI signataires de la convention ; l'instance n'a pas de personnalité morale. Une conférence intercommunale, composée de



2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants par EPCI, a été créée. Luc Satre et Denis Rozier sont les délégués titulaires de la CCPR ; Béatrice Krekdjian et Jean-Louis Guerry sont les délégués suppléants. La conférence de la charte, dans sa réunion du 11 décembre 2014, a adopté 3 délibérations qui doivent être validées par les EPCI membres pour être exécutoires.

#### 6.1/ Cad战略 budgétaire des projets 2015.

Le conseil communautaire unanime approuve le cad战略 budgétaire 2015 des projets 2015. La participation financière estimative de la CCPR s'établit à 4 233 €.

#### 6.2/ Demandes de subvention.

L'animation de la charte forestière ouvre droit à des subventions de la Région Rhône-Alpes (50 %) et du FEADER (30 %). Le plan de financement est établi sur une base annuelle pour 2015 de 49 550 € ce qui laisse 9 910 € à la charge des EPCI.

Le conseil communautaire unanime autorise le Président de la communauté de communes de la région Saint Jeannaise à solliciter ces aides financières.

#### 6.3/ Validation du plan d'approvisionnement territorial - Avenant n°1 à la convention de gouvernance de la charte.

- Le Plan d'Approvisionnement Territorial est un outil d'aide à la décision développé par la Fédération Nationale des Communes Forestières. Il permet de synthétiser sous forme graphique et cartographique un ensemble complexe de données. Il permet notamment d'identifier les secteurs d'information prioritaire en prenant en compte la totalité du territoire (territoire découpé en mailles d'1 ha). Il permet de localiser et de prioriser les démarches nécessaires à la mobilisation de la ressource et les investissements qui en découleront. Il n'est pas directement opérationnel, il a seulement vocation à orienter les choix en traitant les territoires de façon équilibrée.

- Il semble important de valider la démarche de Plan d'Approvisionnement Territorial, entre autre afin de connaître précisément l'état des lieux de la ressource bois du territoire et d'avoir une base solide de réflexion en vue des prochains projets qui pourraient voir le jour, notamment en matière de desserte.

- Il en ressort l'intérêt de cette « étude » qui permet une vision des objectifs à court terme mais également une prise en compte des éventuels changements de la ressource (notamment en raison du changement du climat). Il est précisé que le travail portera sur une période de 9 à 12 mois environ.

- De plus, un plan de financement a été établi en fonction d'une première estimation du coût global du projet. Le montant estimé (avec ou sans l'option « placettes permanentes ») et les détails du projet pourront être revus à son lancement, mais leur validation est nécessaire en vue des demandes de subvention à effectuer dans les plus brefs délais pour ce projet.

PLAN DE FINANCEMENT DU PLAN D'APPROVISIONNEMENT TERRITORIAL						
Dépenses			Recettes			
Désignation	Montant € HT	Montant € TTC		Taux	Base	Montant
Accompagnement Cofor	20 650	20 650	Conseil Régional/CDDRA BV	20%	44 050,00	8 810,00
ESTIMATION frais d'acquisition de données HORS option	19 500	23 400	Conseil Régional/CDDRA IPA	20%	44 050,00	8 810,00
ESTIMATION frais d'acquisition de données AVEC option	27 000	32 400	Conseil Régional/CDDRA RP	20%	44 050,00	8 810,00
			CG 38	10%	44 050,00	4 405,00
			ADEME	10%	44 050,00	4 405,00
			Participation des EPCI	20%	44 050,00	8 810,00
			ViennAgglo	25,4%	8 810,00	2 237,74
			Bièvre Isère	20,1%	8 810,00	1 770,81
			CCRSJ	18,3%	8 810,00	1 612,23
			CCTB	19,6%	8 810,00	1 726,76
			CCPR	16,6%	8 810,00	1 462,46
<b>Total général HORS option placettes permanentes</b>	<b>40 150,00</b>	<b>44 050,00</b>	<b>TOTAL Recettes HORS option</b>			<b>44 050,00</b>
<b>Total général AVEC option placettes permanentes</b>	<b>47 650,00</b>	<b>53 050,00</b>				

- L'intégration du PAT implique par ailleurs une modification de l'article 7 de la convention de gouvernance de la charte forestière qui ne l'avait pas intégré dans le programme d'actions.

- Le conseil communautaire unanime valide le PAT et son plan de financement, autorise la signature par le Président de l'avenant n°1 à la convention de la charte forestière, autorise le Président de la communauté de communes de la région Saint Jeannaise à solliciter les subventions afférentes.

## **7/ Environnement : convention avec OCAD3E.**

- Francis Charvet expose que la CCPR avait jusqu'à fin 2014 une convention avec OCAD3E, organisme agréé coordonnateur en charge de l'organisation de la collecte et du traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E), réceptionnés en déchetterie : frigo, sèche-cheveux, cafetière, gazinière, plaque de cuisson... OCAD3E a un rôle d'interface entre les collectivités et les 4 éco-organismes généralistes ou spécialisés que sont : ERP, Eco-systèmes, Ecologic et Recylum.

Fin 2014, les éco-organismes ont vu leur agrément renouvelé pour la période 2015-2020, excepté la société ERP qui ne fait plus partie des acteurs depuis cette date pour cause de non-renouvellement. OCAD3E nous informe d'une rupture anticipée du contrat en cours au 31 décembre 2014 et propose la signature d'un nouveau contrat du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2020, en accord avec les associations représentantes des collectivités et le Ministère de l'Environnement.

- Le nouveau contrat devra être signé au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2015. En attendant, OCAD3E nous garantit la collecte et le traitement des D3E sur les 6 déchetteries du réseau de la CCPR ainsi que le versement des compensations financières qui en découlent dans les conditions du nouveau barème. Depuis le début 2015, nous sommes rattachés à Eco-systèmes.

- Le nouveau contrat apporte les changements suivants :

- Affirmation du principe de continuité de service en cas de défaillance technique de l'éco-organisme référent.
- Fourniture de conteneurs pré-payés avec une procédure de remboursement.
- Organisation de collectes de proximité en fonction de critères de performance de collecte, densité et de seuils.
- Elargissement du soutien à la sécurité, fonction du taux de performance et du scénario de collecte.
- Nouvelles conditions de soutiens à la communication.
- Augmentation des soutiens sous conditions de seuils : part fixe et variable.

- L'application du nouveau barème au 1<sup>er</sup> janvier 2015 donne les incidences financières suivantes avec un gain de 8 000 à 9 000 € par rapport à 2014 :

<b>Déchetterie</b>	<b>Apports en D3E, estimatif 2014</b>	<b>Part fixe</b>	<b>Part variable</b>	<b>Total 2015</b>	<b>Total 2014 (estimatif)</b>
St Clair du Rhône	130 T	1 840 €	9 230 €	11 070 €	10 010 €
Péage de Roussillon	144 T	1 840 €	10 224 €	12 064 €	10 920 €
Salaise sur Sanne	53 T	1 840 €	1 219 €	3 059 €	1 060 €
Sablons	27 T	1 840 €	621 €	2 461 €	540 €
Ville sous Anjou	50 T	1 840 €	2 200 €	4 040 €	3 560 €
Anjou (S1)	45 T	1 840 €	1 980 €	3 820 €	1 800 €
<b>TOTAL</b>	<b>449 T</b>	<b>11 040 €</b>	<b>25 474 €</b>	<b>36 514 €</b>	<b>27 890 €</b>

- Le conseil communautaire unanime approuve la signature de cette convention avec OCAD3E applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

## **8/ Extension - réaménagement de la médiathèque de Saint Maurice l'Exil : jury de concours.**

- Francis Charvet expose que par délibération du 17 décembre 2014 le Conseil Communautaire a approuvé le programme d'extension et de réaménagement de la médiathèque de Saint Maurice l'Exil, l'enveloppe financière des travaux, ainsi que le lancement de la procédure de concours de maîtrise d'œuvre en sa forme restreint sur esquisse.

- Conformément aux articles 38, 70 et 74 du code des marchés publics, un jury de concours doit être constitué selon les modalités de l'article 24 du code des marchés publics. Ainsi, les membres du jury

au titre du pouvoir adjudicateur sont désignés dans les conditions de l'article 22 du Code des Marchés Publics.

- Le jury se compose :

- Du Président de l'EPCI ou de son représentant,
- De 5 membres titulaires et 5 membres suppléants élus en son sein par le Conseil Communautaire. L'élection des membres titulaires et suppléants a lieu sur la même liste sans panachage ni vote préférentiel ; les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

- Le président du jury peut en outre désigner comme membres du jury des personnalités dont il estime que la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet du concours, sans que le nombre de ces personnalités puisse excéder cinq.

Il est proposé les personnes suivantes au titre des personnalités compétentes :

- Conservateur responsable de la bibliothèque départementale du Conseil Général de l'Isère, Suzanne Segui.
- Conseillère livre et Lecture DRAC Rhône-Alpes, Anne-Marie Boyer.

- En outre, lorsqu'une qualification professionnelle est exigée des candidats pour participer à un concours, au moins un tiers des membres du jury ont cette qualification ou une qualification équivalente. Ils sont désignés par le président du jury.

Il est proposé les membres suivants au titre des personnes qualifiées (4 membres représentant 1/3 du Jury) :

- Architecte Conseil de l'Etat
- Architecte Conseil CAUE
- Architecte de l'ordre des architectes
- Ingénieur du CINOV (syndicat des ingénieurs)

- Tous les membres du jury ont voix délibérative.

- S'ils ont été invités par le président du jury, le représentant du service en charge de la concurrence et le comptable public peuvent participer au jury avec voix consultative.

- Le président, peut en outre, faire appel au concours d'agents du pouvoir adjudicateur compétent dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics. Ces agents ont voix consultative.

- Ainsi il est demandé au Conseil Communautaire de procéder à la désignation des cinq membres titulaires du jury de concours et leurs suppléants, les personnes qualifiées et les personnalités compétentes étant désignées par le président du jury.

Le conseil communautaire par un vote unanime désigne Mme Isabelle Dugua, Mrs Philippe Genty, Gabriel Girard, Stéphane Spitters, Vincent Poncin comme membres titulaires du jury de concours et Mrs Robert Duranton, Marc Traynard, Louis Monnet, Jean-Louis Guerry, Didier Gerin comme membres suppléants du jury de concours.

## **9/ Représentation de la CCPR au sein d'organismes extérieurs.**

### **9.1/ Conseil d'administration de RECOLTER.**

Francis Charvet expose que RECOLTER (Restauration Collective et Terroirs en Rhône Pluriel) est une association à but non lucratif créée en mars 2010, qui a pour objectif de fournir à la restauration hors domicile des produits locaux de qualité. L'association est gérée par les producteurs adhérents, des gestionnaires de la restauration hors domicile bénévoles, des élus locaux.

Recolter s'engage à livrer des produits locaux, frais et de saison au prix du demi-gros et du gros. Son périmètre d'intervention s'étend sur le territoire de Rhône-Pluriel et en périphérie.

La CCPR est appelée à désigner un représentant au sein du conseil d'administration de RECOLTER.

Le conseil communautaire unanime désigne Jean-Louis Guerry.

### **9.2/ Comité de pilotage OVIV.**

Francis Charvet expose que le centre social Organisation de la Vie Intercommunale de la vallée de la Varèze (OVIV) doit mettre en place un comité de pilotage en charge du renouvellement de son projet social.

Le conseil communautaire est appelé à désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant pour siéger au sein de cette instance. Le conseil communautaire unanime désigne Gilles Bonneton comme membre titulaire et Marie-Hélène Vincent comme membre suppléant.

## **10/ Personnel communautaire.**

### **10.1/ CNFPT : convention de partenariat.**

- Francis Charvet expose que face aux demandes croissantes de formation, le CNFPT a augmenté et diversifié ses actions de formation donnant lieu à une contribution des collectivités hors cotisation. La législation dispose que les échanges de prestations, avec contrepartie financière, réalisés entre organismes publics, donnent lieu à passation de conventions.
- Le conseil communautaire unanime approuve la convention cadre de participation financière.

### **10.2/ Contrat d'assurance des risques statutaires.**

- Francis Charvet expose que la CCPR est actuellement adhérente au contrat groupe d'assurance du personnel souscrit par le Centre de gestion garantissant les risques financiers encourus à l'égard du personnel communautaire en cas de maladie, de décès, d'invalidité, d'incapacité ou d'accident. Ce contrat arrivant à terme le 31 décembre 2015, le Centre de gestion va procéder à un marché public relatif à la mise en concurrence de ce contrat pour une période de quatre ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.
- Le conseil communautaire unanime charge le centre de gestion de l'Isère de négocier un contrat groupe ouvert à adhésion facultative auprès d'une entreprise d'assurance agréée.
- Cette convention devra couvrir tout ou partie des risques suivants :
  - Agents affiliés à la CNRACL : décès, accident du travail, maladie ordinaire, longue maladie / longue durée, maternité.
  - Agents non affiliés à la CNRACL : accident du travail, maladie grave, maternité, maladie ordinaire.
- Cette convention devra également avoir les caractéristiques suivantes :
  - Durée du contrat : 4 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.
  - Régime du contrat : capitalisation.

## **11/ Parking gare SNCF Saint Clair-Les Roches : convention de mise à disposition.**

Francis Charvet expose que le parking de la Castillière à Saint Clair du Rhône est implanté sur les parcelles AC 35 - 36 - 37 d'une surface totale de 1 485 m<sup>2</sup>. La CCPR a intégré l'aménagement de cet espace dans le cadre du programme de traitement des parkings de la gare SNCF Saint Clair - Les Roches.

Il est proposé au conseil communautaire l'adoption d'une convention de mise à disposition de la CCPR de ces terrains par la commune de Saint Clair du Rhône. Cette convention est établie sur les bases classiques : mise à disposition gratuite ; la CCPR assumera l'ensemble des obligations du propriétaire et aura tous les pouvoirs de gestion.

Le conseil municipal de Saint Clair du Rhône a approuvé cette convention par délibération du 27 octobre 2014. Le conseil communautaire unanime approuve la convention de mise à disposition.

## **12/ Ouvrage d'art du Suzon : demande de subvention DETR.**

Francis Charvet expose que la réalisation d'un ouvrage d'art permettant le franchissement du Suzon sur la commune de Cheyssieu est une opération éligible aux subventions de la dotation d'équipement des territoires ruraux. Le montant des travaux s'élève à 85 854 € HT.

Le conseil communautaire unanime approuve la demande de subvention d'un taux maximum de 20 % (soit 17 171 €) à soumettre à l'Etat.

## **13/ Territoires 38 : augmentation de capital.**

- Philippe Genty expose que par délibération du 22 octobre 2014, le conseil communautaire a accepté le principe de l'augmentation de la participation de la CCPR au capital de Territoires 38. La CCPR

dispose actuellement de 150 actions pour une valeur totale de 1 140 € ; l'augmentation évoquée porte sur la souscription de 51 nouvelles actions pour une valeur de 387,60 €.

- Le Conseil d'Administration de Territoires 38, lors de sa séance du 19 novembre 2014, a approuvé le projet d'augmentation du capital social de la SEM d'un montant de 573 860,80 € d'une valeur nominale de 7,60 € chacune, pour le porter de 1 703 996 € à 2 277 856,80 €, à couvrir par les associés.

- La poursuite de la procédure implique une nouvelle délibération du conseil communautaire. Le conseil communautaire unanime :

- Approuve le projet d'augmentation de capital de la SEM Territoires 38 pour un montant de 573 860,80 € à couvrir par les associés.
- Décide de souscrire à cette augmentation de capital pour 387,60 €.
- Autorise son représentant à l'assemblée générale, Philippe Genty, pour prendre position en faveur de l'augmentation de capital lors du vote d'adhésion.

#### **14/ Syndicat mixte Rhône Pluriel : retrait de la commune de Givors.**

Francis Charvet expose que la commune de Givors est désormais intégrée au CDDRA du Grand Lyon. Le conseil municipal de Givors, dans sa séance du 30 juin 2014, s'est prononcé de ce fait en faveur de son retrait du syndicat mixte Rhône-Pluriel.

Le comité syndical du syndicat mixte Rhône-Pluriel s'est unanimement prononcé pour ce retrait dans sa séance du 9 décembre 2014. Les assemblées délibérantes des EPCI membres de Rhône-Pluriel sont appelés à se prononcer sur ce retrait de Givors.

Le conseil communautaire unanime approuve le retrait de la commune de Givors du syndicat mixte Rhône Pluriel.

#### **15/ Zone Rhône-Varèze : convention de servitudes avec ERDF.**

Francis Charvet expose que l'aménagement du lotissement de la rue Gaspard Monge sur la zone communautaire Rhône-Varèze implique une extension du réseau ERDF (7 canalisations souterraines sur une longueur totale de 470 mètres ainsi que les accessoires).

Le conseil communautaire unanime autorise la signature d'une convention de servitudes avec ERDF qui sera passée par acte notarié. La convention est consentie à titre gratuit ; la CCPR renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages concernés.

#### **16/ Décisions prises par délégation.**

Par délibération du 7 mai 2014, le conseil communautaire a donné diverses délégations au Président conformément aux articles L2122-23 et L5211-2 du code général des collectivités territoriales. Francis Charvet rend compte des décisions prises dans le cadre de cette délégation :

- Marché de missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs de 2<sup>ème</sup> ou 3<sup>ème</sup> catégorie – SOCIETE REGIONALE DE COORDINATION – pour un montant maximum de 30 000€ HT/36 000€ TTC par an.

- Marché pour la réalisation d'un ouvrage sur le Suzon – NBTP – pour un montant de 85 854.00 € HT/103 024.80€ TTC.

- Marché de travaux pour la fourniture et pose de la signalisation touristique d'information locale du territoire pour les communes de la CCPR – SES NOUVELLE – pour un montant de 208 144.30€ HT/249 773.16€ TTC.

- Marché de travaux de voirie « Programme Investissement 2014 » - GROUPEMENT EIFFAGE/BUFFIN – pour un montant de 953 938.00€ HT/1 144 725.60€ TTC.

- Marché de travaux d'entretien du centre nautique Aqualône à Saint-Maurice l'Exil – Lot 1 : Faux Plafonds – NBTP - pour un montant de 54 994.50€ HT/65 993.40€ TTC – Lot 2 : Groupe froid – GROUPEMENT SALLEE/GR THERMIE SYSTEM - pour un montant de 19 921.77€ HT/23 906.12€ TTC.

- Avenant n°1 au marché de réhabilitation de la salle de spectacle de Saint-Clair du Rhône – Lot 2 : Charpente métallique, bardage, couverture, étanchéité, serrurerie – ERCM - Prise en compte des modifications apportées aux travaux initiaux pour un montant de 14 000.00€ HT/16 800€ TTC - Incidence financière de 10.53% sur le montant initial du marché.

- Marché de mission de maîtrise d'œuvre pour la démolition et la reconstruction de l'ouvrage d'art du Richoud – Commune d'Assieu et de Vernioz, et pour la réfection de l'ouvrage d'art de la Varèze – Commune de Cheyssieu – GROUPEMENT PMM/C2I – pour un montant provisoire de rémunération de 30 350€ HT/36 420€ TTC (taux de 6.74%) pour l'ouvrage d'art du Richoux, et un montant provisoire de rémunération de 14 740.00€ HT/17 688.00€ TTC (taux de 14.74%) pour l'ouvrage d'art de la Varèze.
- Marché de fourniture du système billettique existant pour l'exploitation du réseau de transport sur le territoire de la CCPR – GROUPEMENT LES COURRIERS RHODANIENS/AUTOCARTS FAYARD – pour un montant de 98 749.68€ HT/118 499.62€ TTC.
- Avenant n°2 au marché de mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant l'extension de la médiathèque de Saint-Maurice l'Exil – Lot 1 : Extension de la médiathèque de Saint-Maurice l'Exil – GROUPEMENT NP CONSEIL/ARCHIGRAM – Prise en compte de l'évolution du statut du mandataire NP Conseil passant d'un statut d'entreprise individuelle à une SARL unipersonnelle avec prise d'effet au 31 Décembre 2014. Cet avenant modifie également le rythme des paiements des prestations sans modifier le montant global du marché – Sans incidence financière.
- Avenant n°1 au marché de réhabilitation de la salle de spectacle de Saint-Clair du Rhône – Lot 8 : Electricité, courants forts, courants faibles – BEAUX - Prise en compte des modifications apportées aux travaux initiaux pour un montant de 4 065.00€ HT/4 878.00€ TTC - Incidence financière de 10.76% sur le montant initial du marché.

#### **17/ Transfert clinique Saint Charles.**

Francis Charvet rappelle au conseil communautaire la tenue de la manifestation pour le transfert de la clinique Saint Charles qui se déroulera le samedi 28 février.

#### **18/ Congrès 2015 des Maires.**

La commune de Saint Maurice l'Exil et la CCPR organiseront conjointement le congrès départemental 2015 des maires.

L'ordre du jour épuisé, Francis Charvet clôt la séance du conseil communautaire.

Le Président,  
**F. CHARVET**



# **Conseil Communautaire 11 Février 2015 : Débat d'orientation budgétaire 2015**

# Compte administratif 2014

	Fonctionnement	Investissement			TOTAL
		CA 2014	Restes Reportés	Totaux	
<b>Recettes</b>	<b>48 359 215,62</b>	<b>7 971 469,87</b>	<b>1 136 533,15</b>	<b>9 108 003,02</b>	<b>57 467 218,64</b>
<b>Dépenses</b>	<b>46 008 019,58</b>	<b>4 076 075,70</b>	<b>6 803 974,43</b>	<b>10 880 050,13</b>	<b>56 888 069,71</b>
<b>Résultat</b>	<b>+2 351 196,04</b>	<b>+3 895 394,17</b>	<b>-5 667 441,28</b>	<b>-1 772 047,11</b>	<b>+579 148,93</b>



# Recettes de fonctionnement

	BP 2014	B 2014	CA 2014	BP 2015
013 Remboursements frais de personnel	150 000,00 €	150 000,00 €	72 521,55 €	80 000,00 €
042 Opérations d'ordre de transfert entre sections		9 531,84 €	9 531,84 €	
70 Produits des services	1 399 000,00 €	1 399 000,00 €	1 304 454,04 €	1 300 000,00 €
73 Impôts et taxes	37 658 000,00 €	37 700 000,00 €	37 988 591,00 €	38 060 000,00 €
74 Dotations, subventions et participations	9 035 000,00 €	8 857 416,70 €	8 933 908,76 €	8 138 000,00 €
75 Loyers / Redevances	11 000,00 €	11 000,00 €	11 372,67 €	12 000,00 €
77 Produits exceptionnels	5 000,00 €	5 000,00 €	38 835,76 €	10 000,00 €
78 Reprises sur amortissements et provisions				
<b>TOTAL</b>	<b>48 258 000,00 €</b>	<b>48 131 948,54 €</b>	<b>48 359 215,62 €</b>	<b>47 600 000,00 €</b>

# Dépenses de fonctionnement

	BP 2014	B 2014	CA 2014	BP 2015
011 Charges à caractère général	7 937 000,00	7 937 000,00	7 530 703,92	7 900 000,00
012 Charges de personnel	5 350 000,00	5 419 000,00	5 409 731,15	5 540 000,00
014 Atténuation de produits	27 508 000,00	27 518 000,00	27 515 953,00	26 930 000,00
65 Autres charges de gestion	4 497 000,00	4 377 000,00	4 118 755,86	4 545 000,00
66 Charges financières	124 000,00	124 000,00	123 652,00	85 000,00
67 Charges exceptionnelles	275 000,00	405 000,00	402 752,81	275 000,00
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>45 691 000,00</b>	<b>45 780 000,00</b>	<b>45 101 548,74</b>	<b>45 275 000,00</b>
68 Dotations aux provisions	5 000,00	26 000,00		
042 Opérations d'ordre	960 000,00	960 000,00	906 470,84	900 000,00
023 Virement section d'investissement	1 602 000,00	1 365 948,54		1 425 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>48 258 000,00</b>	<b>48 131 948,54</b>	<b>46 008 019,58</b>	<b>47 600 000,00</b>

# Recettes d'Investissement

	BP 2014	B 2014	CA 2014	Restes à Percevoir	BP 2015
001 Report investissement n-1	1 644 409,50	1 644 409,50	1 644 409,50		3 895 394,17
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	2 160 277,62	2 160 277,62	2 160 277,62		2 351 196,04
040 Opérations d'ordre	960 000,00	960 000,00	906 470,84		900 000,00
041 Opérations patrimoniales	40 000,00	40 000,00	5 635,33		
021 Virement fonctionnement	1 602 000,00	1 365 948,54			1 425 000,00
10222 FCTVA	700 000,00	700 000,00	508 077,00		500 000,00
13 Subventions	1 020 000,00	1 020 000,00	443 502,81	1 136 533,15	628 000,00
16 Emprunts	5 592 903,68	5 838 486,98	6 597,24		
21 Immobilisations			455,00		
27 Autres immobilisations (reversement ZIP...)	2 330 409,20	2 330 409,20	2 296 044,53		1 129 399,76
45 Opérations sous mandat	4 000,00	4 000,00			
<b>Recettes</b>	<b>16 054 000,00 €</b>	<b>16 063 531,84 €</b>	<b>7 971 469,87 €</b>	<b>1 136 533,15 €</b>	<b>10 828 989,97 €</b>
			<b>9 108 003,02 €</b>		<b>11 965 523,12 €</b>

# Dépenses d'Investissement 2015

Opérations	R à R 2014	BP 2015	R à R + BP 2015
<i>Eaux Pluviales DO la Benzine</i>	2 003 205,76		2 003 205,76
<i>Voirie 2014</i>	1 175 570,40		1 175 570,40
<i>Voirie 2015 / Eaux Pluviales</i>		1 500 000,00	1 500 000,00
<i>Rue Lavoisier</i>		50 000,00	50 000,00
<i>Véloroute</i>	3 460,00	500 000,00	503 460,00
<i>Pont du Richoud (La charina)</i>		450 000,00	450 000,00
<i>Pont de la Varèze (Cheyssieu)</i>		100 000,00	100 000,00
<i>Pont des moines (Salaise)</i>		100 000,00	100 000,00
<i>Giratoire Chanas RD 519 (Participation)</i>		200 000,00	200 000,00
<i>Haut débit</i>		322 000,00	322 000,00
<b>SOUS TOTAL VOIRIE/RESEAUX/OUVRAGES D'ART</b>	<b>3 182 236,16</b>	<b>3 222 000,00</b>	<b>6 404 236,16</b>
<b>ZIP</b>	<b>1 466 000,00</b>	<b>1 215 000,00</b>	<b>2 681 000,00</b>
<i>Rhône Varèze</i>		92 000,00	92 000,00
<i>Clos Ducurtil (Roussillon)</i>	530 000,00		530 000,00
<i>Zone des Bruyères (Agnin)</i>	130 000,00	300 000,00	430 000,00
<b>SOUS TOTAL ECONOMIE</b>	<b>2 126 000,00</b>	<b>1 607 000,00</b>	<b>3 733 000,00</b>
<i>Salle de spectacles St Clair</i>	794 369,74		794 369,74
<i>Conservatoire à Roussillon</i>		50 000,00	50 000,00
<i>Médiathèque St Maurice</i>	58 893,60		58 893,60
<b>SOUS TOTAL CULTURE</b>	<b>853 263,34</b>	<b>50 000,00</b>	<b>903 263,34</b>

# Dépenses d'Investissement 2015

Opérations	R à R 2014	BP 2015	R à R + BP 2015
<i>Aqualône (dont 40 000 € TVA)</i>	133 600,65		133 600,65
<i>Gymnase Pierre Quinon</i>	1 770,75	46 000,00	47 770,75
<i>Gymnase Frédéric Mistral</i>		45 000,00	45 000,00
<i>Piscine Charly Kirakossian</i>	7 866,00		7 866,00
<i>Etude complexe sportif Frédéric Mistral</i>		30 000,00	30 000,00
<b>SOUS TOTAL SPORTS</b>	<b>143 237,40</b>	<b>121 000,00</b>	<b>264 237,40</b>
<i>Conteneurs OM / Verre</i>		80 000,00	80 000,00
<i>Vidéoprotection 4 déchetteries</i>		178 000,00	178 000,00
<i>Conteneurs enterrés</i>	26 520,60		26 520,60
<i>Etude déchetterie professionnels</i>		30 000,00	30 000,00
<b>SOUS TOTAL DECHETS MENAGERS</b>	<b>26 520,60</b>	<b>288 000,00</b>	<b>314 520,60</b>
<b>Gare St Clair les Roches</b>	<b>447 351,05</b>		<b>447 351,05</b>
<b>Gens du voyage</b>	<b>17 030,00</b>		<b>17 030,00</b>
<b>Logement</b>		<b>175 000,00</b>	<b>175 000,00</b>
<b>Agriculture aire pulvérisateurs</b>	<b>8 335,88</b>		<b>8 335,88</b>
<b>Siège CCPR</b>		<b>200 000,00</b>	<b>200 000,00</b>
<b>Terrains Gaubert (Roussillon)</b>		<b>640 000,00</b>	<b>640 000,00</b>
<b>Maison Rue de la Gare</b>		<b>150 000,00</b>	<b>150 000,00</b>
Opérations	R à R 2014	BP 2015	R à R + BP 2015
<b>Divers</b>		<b>100 000,00</b>	<b>100 000,00</b>
<b>Emprunts</b>		<b>415 000,00</b>	<b>415 000,00</b>
<b>TOTAL</b>	<b>6 803 974,43</b>	<b>6 968 000,00</b>	<b>13 771 974,43</b>

# Dépenses d'Investissement 2015

